

Cinq idées clés pour un régime économique et financier durable

Robert Unteregger*

En Suisse, depuis les années 1950, la consommation d'énergie, basée avant tout sur des sources non renouvelables comme le pétrole et l'uranium, a été multipliée par un facteur 6. Le nombre de véhicules a augmenté de 150 000 à plus de 4 millions. Les aéroports ont vu passer un peu moins de 300 000 passagers par année à l'époque, aujourd'hui ils sont près de 40 millions. Le terrain bâti a doublé. Depuis les années 1970, les écarts entre riches et pauvres se creusent de plus en plus malgré un accroissement global de la richesse. La déréglementation du secteur financier, un manque de contrôle sur les transactions financières, tout cela avec l'évasion fiscale a mené à la crise actuelle. Nous gaspillons les ressources naturelles, mettons en danger la cohérence sociale et diminuons l'espace de manœuvre des générations à venir.

La déréglementation du secteur financier, un manque de contrôle et l'évasion fiscale ont mené à la crise actuelle

En janvier dernier à Berne, pendant six jours, environ 70 experts des secteurs économique, administratif, culturel, politique, ainsi que des organisations non gouvernementales et des représentants des Eglises se sont penchés sur les idées clés et mesures concrètes susceptibles de promouvoir un régime économique et financier durable. Ce travail a été réalisé dans le cadre d'ateliers et lors de conférences et tables rondes. Cette conférence était une initiative de la fondation suisse Conseil de l'avenir.

Voici quelques-unes des idées qui ont été avancées à cette occasion. Un: il est essentiel de formuler des buts viables à long terme et de mettre en œuvre des



*Cofondateur et directeur de la fondation Conseil de l'avenir

mesures concrètes: ne plus gaspiller le pétrole pour chauffer nos foyers, créer des maisons de type passif (c'est-à-dire dont la consommation au m² est très basse) dans le cadre d'un programme national tel que fut, en son temps, celui de la construction des routes nationales. Elaborer de nouveaux indicateurs du bien-être, remplaçant le PIB, qui ne saurait être un bon critère d'orientation. Fonder la vie économique sur les besoins naturels et fondamentaux, pas sur ceux créés de toutes pièces par la publicité. Intégrer dans les coûts des produits l'ensemble des composants économiques, écologiques et sociaux.

Deux: une croissance matérielle illimitée n'est pas possible sur une terre limitée, l'économie humaine doit donc se conformer aux réalités concrètes, naturelles. Concevoir les produits de manière à ce que les matériaux les constituant puissent être séparés facilement et recyclés. Diminuer et même éviter les déchets non recyclables. Réintégrer l'économie humaine dans les grands cycles de la nature. Reconnaître le rôle du processus de vieillissement et le caractère fini de la croissance matérielle – la croissance immatérielle, elle, par contre, n'est pas limitée!

Trois: l'enseignement prodigué en économie et finance doit être renouvelé. Il doit rendre compréhensible la vie économique dans toute sa complexité. La théorie actuellement dominante qui décrit la relation entre les hommes comme un échange d'avantages et croit à un marché qui règle tous les problèmes est trop abstraite et est elle-même une cause de la crise. Plusieurs approches doivent être enseignées, dans leur pluralité. Enseignantes et enseignants doivent se rendre compte qu'ils sont responsables des impacts de leur enseignement sur le développement de la société.

Quatre: les acteurs de la vie économique doivent se concerter et négocier des buts viables à long terme, ils ne sauraient compter sur une main invisible ou un marché sage. La vie économique se déploie aujourd'hui dans des cadres

multiples, locaux, nationaux et globaux. Pour faire face au défi énorme, pour notre société, de s'organiser de manière durable, il faut créer forums et institutions de réflexion, afin de promouvoir la compréhension et la coopération entre tous les acteurs concernés.

Cinq: le système financier doit être organisé comme un service public et être sécurisé, comme doit l'être l'approvisionnement en eau et en énergie. Cela demande des banques des bilans transparents, une limitation de leur taille et des types d'affaires qu'elles peuvent gérer, un contrôle efficace et des critères transparents, une culture d'investissement et de bonus à long terme, une gestion conséquente des risques évitant des risques non compris. L'argent, aujourd'hui souvent utilisé comme moyen de spéculation sans égards, pour tricher et tromper, doit être institué de nouveau comme une invention intelligente de l'homme qui facilite l'échange et la circulation des produits: un argent des liens, fondé sur la confiance mutuelle des hommes.

Les résultats de la conférence seront réunis dans un projet de manifeste adressé aux organisations intéressées, qui pourront le commenter et prendre position. Les responsables des initiatives populaires concernant l'amélioration de l'efficacité énergétique, du régime financier et en faveur d'un revenu de base assuré seront invités à former un forum commun. La proposition de créer un Conseil de l'avenir en matière d'économie et de questions monétaires, présentée par notre fondation à la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats, le sera prochainement aussi au parlement et au Conseil fédéral. Une deuxième conférence aura lieu dans un an, où les idées clés pour un régime économique viable à long terme seront précisées et où le manifeste trouvera sa forme définitive.

P.S. Cet article dresse un premier bilan de la Conférence nationale «Des briques et des cadres en vue d'un régime économique et financier durable».